

## CAMPAGNE MONDIALE POUR LA LIBERATION DE LAURENT GBAGBO



- Free GBAGBO!
- 免费巴博!
- Свободный Гбагбо!
- ¡Libere a GBAGBO!
- !مجانا غباغبو!
- Libérez GBAGBO!

Le 11 avril 2011, après avoir largué plusieurs bombes sur la résidence officielle du chef de l'Etat de Côte d'Ivoire et sans égard pour la sécurité de la foule des jeunes qui y formaient un bouclier humain, l'armée française arrêtait M. Laurent Gbagbo et son épouse Mme Simone Ehivet Gbagbo dans les ruines de ce bâtiment et les livrait aux forces rebelles fidèles à M. Alassane Ouattara. La mise en scène de cette arrestation relayée par presque toutes les télévisions, les radios, la presse écrite et en ligne, du monde entier, consistait à présenter M. Gbagbo comme celui qui n'a pas gagné l'élection présidentielle du 28 Novembre 2010 en Côte d'Ivoire, mais qui, « en mauvais perdant », a refusé de céder le pouvoir à M. Ouattara que le président français d'alors, M. Nicolas Sarkozy, ami personnel de ce dernier, voulait voir installé à la présidence du pays.

Conduit d'abord, comme prise de guerre, au QG de campagne de M. Ouattara à l'Hôtel du Golf, à Abidjan, M. Gbagbo a été ensuite emprisonné à Korhogo, dans le nord du pays, huit mois durant sans possibilité de voir la lumière du jour. Le 30 Novembre 2011, il a été transféré à la Haye, dans le centre de détention de la Cour pénale internationale (CPI), au sein du pénitencier de Scheveningen, sous administration des Nations unies. Depuis le 28 janvier 2016, M. Gbagbo ainsi que son ex-Ministre de la Jeunesse, Charles Blé Goudé, y sont poursuivis pour « crimes contre l'humanité : meurtres, viols, autres actes inhumains et persécutions perpétrés durant la période post-électorale de 2010 ».

À l'occasion de la reprise du procès, le 1<sup>er</sup> Octobre 2018, nous vous adressons ce message pour qu'en toute connaissance de cause, vous vous joigniez à la campagne que nous menons pour dénoncer le complot dont le Président Gbagbo est victime et pour réclamer sa libération pure et simple et l'abandon de toutes les charges qui ont été fabriquées contre lui. En effet, M. Gbagbo a, durant tout son parcours politique, lutté pour que le multipartisme et la démocratie soient des réalités palpables en Côte d'Ivoire. Il a été l'adepte de la transition pacifique à la démocratie puisque, jusqu'en 1990, la Côte d'Ivoire vivait sous le régime du parti unique, alors que sa Constitution du 3 novembre 1960 reconnaissait le multipartisme (Loi n° 60-356 du 3 novembre 1960, portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire).

Le Front Populaire Ivoirien (FPI), le parti politique dont M. Gbagbo est membre fondateur, a fait le choix clair d'accéder au pouvoir par des élections libres, démocratiques et transparentes. Il n'a jamais pris les armes, il n'a jamais été mêlé à des tentatives de coup d'Etat ni en Côte d'Ivoire ni ailleurs en Afrique ou dans le monde.

Il convient de signaler que, élu à la magistrature suprême de son pays en 2000, M. Gbagbo a choisi, librement, de gouverner le pays en appelant au rassemblement de toutes les forces vives de la nation pour redresser un pays malade. La Côte d'Ivoire était mise au ban de la communauté internationale suite au scandale du détournement de fonds alloués par l'Union européenne sous la gouvernance du Président Bédié ; malaise qui s'ajoutait au refus de ce dernier d'instaurer un jeu véritablement démocratique entre tous les acteurs politiques. Ce malaise s'est transformé en une vraie division des Ivoiriens qui a conduit au coup d'Etat de décembre 1999, le premier de l'histoire de notre pays. Pour « Faire en sorte que la Côte d'Ivoire retrouve ses lettres de noblesse. Faire en sorte que la Côte d'Ivoire retrouve sa vraie nature, c'est-à-dire un pays de paix, de prospérité et de responsabilité », selon ses propres termes, le Président Gbagbo initie le Forum pour la réconciliation nationale. Les assises de cette catharsis nationale retransmises en direct à la télévision nationale ont duré du 9 octobre au 18 décembre 2001. Toutes les composantes sociale, politique, religieuse, professionnelle, régionale de la communauté nationale, mais aussi les communautés étrangères en résidence dans le pays, se sont succédé, à la tribune du Forum pour dire leur part de vérité. De surcroît, le Président Gbagbo forme, le 5 août 2002, un gouvernement d'union dans lequel participent toutes les composantes significatives de l'échiquier politique national. Mais cela n'a pas empêché, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, une tentative de coup d'Etat qui avorte et se mue ensuite en une rébellion qui scinde le pays en deux entités de 2002 à 2011. Cette rébellion ivoirienne armée par la France et entraînée à sa base arrière du Burkina Faso de M. Blaise Compaoré, a laissé entendre, sans fioriture, qu'elle a pris les armes pour que M. Ouattara devienne président de la République en Côte d'Ivoire. Un livre qui étaye cette



hypothèse a même été écrit par M. Guillaume Soro, l'actuel président de l'Assemblée Nationale de Côte d'Ivoire, chef de l'aile politique de la rébellion ivoirienne.

Malgré toutes les concessions faites par le Président Gbagbo pour que son pays ne connaisse pas les affres de la guerre, malgré tous les accords internationaux de paix signés et toutes les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU et malgré leur présence au gouvernement, avec le poste de Premier Ministre octroyé à M. Soro, les rebelles ivoiriens n'ont jamais, dans les faits, déposé les armes. C'est donc dans ce contexte où le nord de la Côte d'Ivoire restait une zone de facto sous le contrôle de rebelles armés jusqu'aux dents, que l'élection présidentielle se déroule en 2010. En dépit de violences inouïes, d'intimidations d'électorales et d'électeurs, de fraudes massives et de bourrage sans vergogne des urnes ; le tout dûment documenté, pour les zones sous contrôle rebelle, M. Gbagbo remporte toutefois l'élection. Il se produit alors un véritable coup de théâtre, un véritable coup d'Etat électoral. L'ambassadeur de France d'alors en Côte d'Ivoire, M. Jean-Marc Simon, va conduire le président de la commission électorale indépendante, M. Youssouf Bakayoko, à l'Hôtel du Golf, le QG du candidat Ouattara, où, à la stupéfaction générale, M. Bakayoko annonce, le 3 décembre 2011, en direct sur une chaîne de télévision française, la victoire du candidat de la France, le candidat de M. Nicolas Sarkozy.

Mais la Cour constitutionnelle ivoirienne, seule habilitée à le faire, va proclamer les résultats définitifs et présider la cérémonie de prestation de serment de M. Gbagbo en tant que président élu. Devant la levée de boucliers politico-médiatique orchestrée par la France, M. Gbagbo demande, afin qu'on sorte de l'imbroglio provoqué par le président de la Commission électorale indépendante, que les bulletins de vote soient recomptés. Refus catégorique de la France, de l'ONU, et d'autres représentants de la communauté internationale. La crise post-électorale ainsi créée et les affrontements armés qui éclatent par la suite, entre les troupes rebelles et les forces régulières de défense et de sécurité de la Côte d'Ivoire qui défendent le pays et ses institutions républicaines, ne sont que les faces de la même pièce. Elles ne sont que le prolongement objectif du coup d'Etat de 2002. Les événements des 6, 7, 8 et 9 novembre 2004, sous le Président français Jacques Chirac, à qui M. Nicolas Sarkozy succède le 16 mai 2007, sont, du reste, révélateurs du peu de considération que la France a pour la souveraineté et l'indépendance de la Côte d'Ivoire et partant des pays africains de sa sphère d'influence.

Alors que l'armée ivoirienne lance une offensive aérienne et détruit toutes les cibles militaires des rebelles, à la stupéfaction générale, les militaires français déjà présents en Côte d'Ivoire et qui y opèrent comme force d'interposition et de paix, détruisent tous les avions de guerre du pays. Ils disent que les hélicoptères de l'armée régulière ivoirienne, dans leur opération de destruction des cibles militaires des rebelles ivoiriens, ont ciblé leur cantonnement militaire à Bouaké, ville occupée par lesdits rebelles. La France dit que 9 soldats français ont été tués. Non contents de cette action de représailles alors que la France n'est point en guerre contre la Côte d'Ivoire, les militaires français opèrent un déploiement impressionnant de leurs chars, à l'Hôtel Ivoire, à moins d'un kilomètre de la résidence officielle du Président Gbagbo.

Cette présence incongrue va être interprétée par les Ivoiriens comme une manœuvre pour enlever M. Gbagbo du pouvoir. De tous les quartiers d'Abidjan, dans un élan patriotique unique, les populations accourent et s'interposent entre les chars français et la résidence du Président Gbagbo. Ce face à face qui débute dans la nuit du 6 Novembre 2004 va connaître un dénouement tragique le 9 Novembre 2004, quand l'armée française tire sur la foule aux mains nues, sans que jamais les forces françaises se soient trouvées en situation de légitime défense

ainsi que l'a démontré une enquête conduite par des experts sud-africains. Le bilan est lourd : 65 tués et plus de 2100 blessés. Le journal français, « Le Canard Enchaîné », du mercredi 8 décembre 2004 révélera qu'une enquête interne de l'armée française fait état d'une cinquantaine de morts et que, surtout, la thèse de la légitime défense a pris du plomb. Le journal français susmentionné retranscrit les propos d'un officier français qui remet sérieusement en cause la thèse de la légitime défense : *“Il ne s'agissait pas, comme on nous demande de le dire, de légitime défense au sens strict du terme, précise un officier, mais plutôt d'envoyer ce message : “ça suffit. On arrête de jouer”. Et ça a marché. On a tenu les points stratégiques d'Abidjan, ceux qui nous permettaient l'accès au port et à l'aéroport en vue de l'évacuation des ressortissants. On savait qu'on devait tenir ce carré-là. Nos soldats ont limité le nombre de morts en faisant des tirs ciblés. Et si on s'était vraiment lâchés, il y aurait eu des centaines de morts”*.

L'objectif de M. Sarkozy, en 2010-2011, étant d'empêcher que M. Gbagbo, qui parle d'indépendance et de souveraineté de son pays, garde le pouvoir, la France va mettre en œuvre tous les moyens militaires, médiatiques, diplomatiques et juridiques avec le concours de M. Luis Moreno Ocampo, le Procureur de la CPI d'alors, pour destituer et arrêter le président élu d'un pays indépendant et souverain. Pour ce faire, une campagne de diabolisation outrancière, de lynchage médiatique systématique, de manipulation de l'opinion publique contre M. Gbagbo a laissé peu d'espace pour une approche alternative.

Mais deux séries de faits majeurs permettent aujourd'hui de savoir toute la vérité sur ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire et de réaffirmer ce qui a été, dès le début, la conviction de la grande majorité du peuple ivoirien. Il y a d'abord les aveux de certains acteurs clefs. En effet, assurés de leur impunité et de leur toute puissance, M. Sarkozy et son ambassadeur en Côte d'Ivoire au moment de cette crise post-électorale, M. Jean-Marc Simon, vont se laisser aller à des aveux sur leur forfait. Se confiant aux journalistes français Nathalie Schuck et Frédéric Gerschel qui le révèlent dans leur livre *« Ça reste entre nous, hein ? Deux ans de confidences de Nicolas Sarkozy »* (Editions Flammarion - Novembre 2014, Page 39), M. Sarkozy affirme : *«Quand je vois le soin que j'ai mis à intervenir en Côte d'Ivoire... On a sorti Laurent Gbagbo, on a installé Alassane Ouattara, sans aucune polémique, sans rien »*.

Pour sa part, l'Ambassadeur Simon, reconverti aujourd'hui en homme d'affaires, dont la société de conseils, « Afrique Stratégies », est installée à Abidjan où les services rendus à M. Ouattara lui permettent d'obtenir des marchés juteux, déclare, dans une interview diffusée le 18 septembre 2015 par Fraternité-Matin, le quotidien gouvernemental de Côte d'Ivoire : *«S'il n'y avait pas eu l'intervention des Nations-Unies, appuyée par la France, la Côte d'Ivoire était sur le point de basculer dans une terrifiante guerre civile... »*. Dans la même interview, il affirme, dans un parti-pris flagrant : *«Je dois dire que je suis impressionné par le caractère spectaculaire des résultats obtenus depuis quatre ans. (...) Il est facile de critiquer et de déplorer que la bouteille ne soit qu'à demi-pleine mais n'oublions pas, qu'il y a cinq ans elle était vide, dramatiquement vide ! Le pays est gouverné avec efficacité et souplesse, sans déclarations intempestives et promesses démagogiques. Le Président Ouattara est à l'écoute de ses compatriotes et disposé au dialogue... »*

Les propos laudatifs de cet ex-ambassadeur viennent d'être contredits de façon cinglante et accablante par le rapport des ambassadeurs de l'Union européenne accrédités en Côte d'Ivoire. En effet, leur rapport de 9 pages d'avril 2018, est un réquisitoire contre la



gouvernance de M. Ouattara. Leur document met en lumière la dérive autoritaire du pouvoir, le refus d'instaurer les règles d'un jeu démocratique consensuel, l'invasion insultante de la corruption, les flagrantes inégalités sociales, le népotisme et le tribalisme, que M. Ouattara qualifie lui-même de « rattrapage », l'endettement excessif de la Côte d'Ivoire, la violence et l'insécurité, conséquence de la paupérisation accentuée du peuple ivoirien. Le tout sur fond de campagnes médiatiques savamment orchestrées, de manipulation de l'opinion publique par des articles de presse complaisants visant à vanter une Côte d'Ivoire qui va bien, comme le dénoncent les journalistes de l'hebdomadaire « Jeune Afrique ». Et cela, les ambassadeurs de l'Union européenne le relèvent dans leur rapport.

S'appuyant sur la dernière revue de la situation de la Côte d'Ivoire, faite par le FMI, les ambassadeurs de l'Union européenne écrivent dans leur rapport d'avril 2018 : *« En dépit ... d'un satisfecit global du FMI, la situation économique et sociale fait aussi naître quelques doutes à moyen terme (...). Même si elle est toujours considérée comme bien gérée, la dette publique a doublé en cinq ans (de 4,68 milliards en 2012, à 9 milliards de FCFA en 2016, soit de 34,2% à 46,3% du PIB). Plus largement, la volonté régulièrement affichée de prendre des mesures structurelles pour améliorer le climat des affaires (réaffirmée lors de l'adoption du projet Compact des G20 avec l'Afrique en juin 2017) ne s'est jusqu'alors pas traduite par un processus de réformes suffisamment crédible... Parallèlement, les indicateurs sociaux stagnent (taux de pauvreté à 46% même si la statistique date de 2015), et la population s'interroge de plus en plus ouvertement sur cette croissance qui ne lui semble pas ou peu bénéfique. Elle tolère d'autant moins les largesses financières dont bénéficient les cercles du pouvoir. Chaque occasion est saisie pour manifester, parfois, violemment, un mécontentement confus mais bien réel contre les structures et représentants de l'Etat, en tant que symboles de prédation pour une partie de la population. De ce fait, la confrontation entre un pouvoir qui restreint progressivement les espaces d'expression, et une contestation sociale grandissante, n'augurerait rien de bon pour l'échéance de 2020...»*

Ainsi, outre le fait que pendant près de 10 ans, les rebelles à sa solde et à celle de ses amis ont fragilisé la Côte d'Ivoire, M. Ouattara, cet ancien haut fonctionnaire du FMI, a instauré, depuis 7 ans, une gouvernance aux antipodes des valeurs de rigueur, de probité, d'exemplarité, de bonne gestion prônées par les institutions financières internationales. Il y a ensuite, en sus des aveux de MM. Sarkozy et Simon, et c'est le second fait majeur, les révélations faites dans des organes de presse européens. Ces révélations sont connues sous le nom de « Ocampogate » du nom du premier procureur de la CPI, M. Luis Moreno Ocampo. Ces révélations ont achevé de convaincre l'opinion ivoirienne et de conforter les initiateurs de cette campagne mondiale dans ce qu'ils ont toujours dit à ceux qui suivent la situation en Côte d'Ivoire sur les dessous de la destitution, de l'arrestation, du transfert à la Haye et du procès subséquent de M. Gbagbo et de son ministre, M. Charles Blé Goudé, devant la CPI.

En effet, à partir de fin septembre 2017, le réseau européen d'investigation journalistique (**European Investigative Collaborations – EIC**) qui comprend **Der Spiegel** (Allemagne), **Falter** (Autriche), **El Mundo** (Espagne), **Le Soir** (Belgique), **Mediapart** (France), **L'Espresso** (Italie), **Newsweek Serbia** (Serbie), **Politiken** (Danemark) et **The Black Sea/RCIJ** (Roumanie – site internet du Centre roumain de journalisme d'investigation), a publié des enquêtes étayées de preuves, sur les agissements de M. Ocampo. Ces enquêtes sont l'occasion de découvrir puis de révéler à l'opinion internationale, les ficelles de la collusion entre les acteurs que sont : l'ex-procureur de la CPI, M. Ocampo, l'Etat français par le

truchement d'une forte implication de la diplomatie française sur instructions et implication personnelle de M. Sarkozy et M. Ouattara qui a donc été installé au pouvoir en Côte d'Ivoire par la France sans avoir été réellement l'élu du peuple ivoirien.

Ainsi, grâce à ces enquêtes des journalistes européens, on apprend que, dès le 11 décembre 2010, après que M. Gbagbo a prêté serment et qu'il a été investi président de la République le 4 décembre 2011, la diplomate française se met en branle. Mme Béatrice Le Fraper, diplomate, qui a été la directrice de cabinet de M. Ocampo, à la CPI, de 2006 à juin 2010, est actionnée depuis sa nouvelle affectation à la représentation française à l'ONU, à New York, pour que M. Ocampo entre en action. Il est établi aujourd'hui, d'après les révélations de Médiapart, que Mme Béatrice Le Fraper a adressé un courriel à Mr. Ocampo où elle écrit : «*J'ai besoin de savoir ce qu'a donné ta conversation avec Alassane Ouattara* ». Ce qui explique que le 11 avril 2011, Stéphane Gompertz responsable de la direction Afrique du ministère des affaires étrangères français écrit dans un courriel adressé à une vingtaine de personnes dont M. Ocampo et des personnes au Quai d'Orsay ou à l'Élysée, qu'un collaborateur français du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), il s'agit sans doute de Mme Le Fraper, vient de l'appeler pour lui dire que «*Le procureur souhaite que Alassane Ouattara ne relâche pas Laurent Gbagbo*» et qu'il suggère «*qu'un État de la région renvoie l'affaire à la CPI au plus vite* » tout en précisant que : «*Ocampo va essayer de joindre Ouattara ou un de ses proches*». Ainsi, sans aucune base légale, sans qu'il en ait eu la compétence juridique, sans aucun mandat d'arrêt, et en violation flagrante des exigences d'indépendance et d'impartialité, sur instructions de M. Sarkozy, M. Ocampo s'est impliqué à fond pour que, M. Gbagbo, élu président de la République de Côte d'Ivoire et investi par la Cour constitutionnelle ivoirienne, juridiction compétente de son pays, dont les décisions sont sans appel, soit destitué et remplacé par son adversaire politique, M. Ouattara.

Or, à la date du 11 avril 2011, M. Ouattara, retransché à l'Hôtel du Golf, n'était que dans la posture d'un candidat contestant les résultats officiels d'une élection. Il n'a été déclaré et investi président de la République de Côte d'Ivoire qu'en mai 2011. Or, depuis mars 2011, la France et le Procureur de la CPI d'alors, M. Ocampo, traitaient déjà avec M. Ouattara et c'est même ce procureur de la CPI qui a fait, comme révélé par l'enquête de Médiapart, les propositions d'actions contre un chef d'État élu. L'on sait, aussi, grâce aux journalistes de EIC, qu'en violation de la déontologie et des règles qui régissent le fonctionnement de la CPI, Mme Fatou Bensouda, l'actuelle procureure de la CPI, malgré ses dénégations, a entretenu des correspondances régulières avec M. Ocampo. C'est seulement le 28 janvier 2016, que le procès de M. Laurent Gbagbo s'est ouvert. Puisqu'il fallait que Mme Fatou Bensouda trouve des preuves, après le transfert de M. Gbagbo à la CPI le 30 Novembre 2011. Elle a présenté 82 témoins qui ont été interrogés au cours de ce procès qui a été retransmis en direct par la CPI. L'opinion publique, qui suit les débats, aura relevé que la plupart des témoins de l'accusation, quand ils étaient consistants dans leurs dépositions et leurs réponses, ont fait un témoignage plutôt à décharge, donc en faveur de M. Gbagbo.

Déjà, en 2013, les juges de la CPI avaient indiqué à Mme Fatou Bensouda, au cours de la première audience de confirmation des charges contre M. Gbagbo, que son dossier d'accusation n'était pas du tout consistant et qu'il fallait l'étoffer. Une chose était de trouver un vernis, l'enfumage médiatique, diplomatique, politique, pseudo-juridique, militaire, pour réussir le coup d'État contre M. Gbagbo. Une autre reste de prouver, éléments de preuves irréfutables à l'appui, la culpabilité de MM. Gbagbo et Blé Goudé pour les faits qui leur sont



imputés. Mais comment prouver ce qui n'a jamais existé tel que présenté à l'opinion publique, ou comment établir des faits qui ne se sont jamais déroulés comme présentés ou dont les véritables auteurs, les bourreaux, voudraient revêtir le manteau de victimes pour être crédibles ? Les conséquences de cette ingérence méprisante et criminelle de la France dans ce pan de l'histoire de la Côte d'Ivoire, c'est la souffrance et la désolation que vit le peuple ivoirien ainsi que dénoncé par les ambassadeurs de l'Union européenne dans leur rapport sans concession. Les piètres performances économiques de M. Ouattara ne surprennent pas. Il a fait le choix d'être un pion au service des intérêts de la France. Il a tourné le dos à la voie de l'accession au pouvoir à la loyale, par voie d'élections libres, démocratiques et transparentes sur la base d'un programme de gouvernement et un projet de société soumis au peuple souverain afin d'obtenir son adhésion sans contrainte.

Il y a un lien évident entre les actions déstabilisatrices de la France, la spoliation des populations des anciennes colonies françaises en Afrique, la misère grandissante qui sévit en Côte d'Ivoire comme ailleurs, et l'immigration massive avec ces milliers de morts dans la Méditerranée. Cette immigration qui provoque actuellement des crises politiques sérieuses en Europe aujourd'hui. Les chiffres officiels récents fournis le jeudi 14 juin 2018, par M. Didier Leschi, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration à la télévision et radio françaises BFM-TV et RMC, sont sans appel : sur les 124 000 personnes qui sont en demande d'asile en France, les Ivoiriens arrivent bien avant les Syriens qui sont en 15<sup>ème</sup> position. Lors de cette interview, M. Leschi affirme que les demandes d'asile des Ivoiriens ont augmenté de ...68% quand l'Algérie est à 26% et le Mali 35% d'augmentation, etc.

Tous les faisceaux convergent. Tout s'explique. Tout se tient. C'est d'une logique implacable.

Il est donc établi, aujourd'hui, que M. Ouattara est le fruit d'une imposture. On ne peut pas gommer cette forfaiture, on ne peut pas l'effacer. Mais on peut au moins permettre aux différentes composantes du peuple ivoirien que la France a contribué sciemment à opposer les unes aux autres, de panser leurs plaies, de se réconcilier et de chercher à réparer, ensemble, le gâchis énorme et le temps perdu, depuis presque trois décennies, suite à l'intrusion de M. Ouattara dans la vie publique ivoirienne et à toutes les péripéties faites de violence, de sang et de larmes qui ont abouti à son installation à la tête de la Côte d'Ivoire.

Le Président Nelson Mandela a été gardé prisonnier dans les geôles de l'Afrique du Sud 27 années durant. Et un matin, on a consenti enfin à le sortir de prison, sans avoir eu à le juger. Et ce prisonnier est devenu un héros célébré à l'échelle de la planète. Nous ne voulons pas de cela pour M. Gbagbo! Le sacrifice de sa vie qu'a fait le Président Mandela, le combat qu'il a ainsi mené, devraient suffire pour qu'aucun autre leader politique africain qui lutte pour l'émancipation de son peuple, l'indépendance et la souveraineté de son pays, n'ait à aller croupir en prison ou à être contraint à quelque forme d'exil que ce soit. Ils sont légion, les résistants africains qui ont été déportés par la France et les autres puissances coloniales. L'arrestation et la déportation de M. Gbagbo n'est que la version des temps modernes de cette histoire inacceptable. Garder M. Gbagbo un jour de plus, après tout ce temps qu'il a passé à la CPI, et après que tous les éléments constitutifs du complot de la France de Nicolas Sarkozy contre lui sont désormais connus, va accentuer la fracture sociale en Côte d'Ivoire. Or, le peuple ivoirien, qui est mature, aspire à la paix et à la réconciliation. La Côte d'Ivoire peut retenir sur son sol, sa jeunesse au lieu de la voir aller mourir dans la Méditerranée. L'Afrique de l'Ouest et l'Europe ont besoin d'une Côte d'Ivoire économiquement forte, stable et en

paix. La libération, sans condition, l'abandon de toutes les charges contre eux et le retour en terre ivoirienne de MM. Gbagbo et Blé Goudé vont fortement contribuer à l'apaisement, à la réconciliation et à la paix.

La libération, le 8 Août 2018, de Mme Simone Ehivet Gbagbo, l'épouse du Président Gbagbo, emprisonnée en Côte d'Ivoire, depuis le 11 avril 2011, après sept longues années, dans le cadre de l'amnistie annoncée par M. Alassane Ouattara, le 6 Août 2018, en faveur de 800 prisonniers et exilés politiques est un bon signal à noter. Mais c'est insuffisant.

Le Front Populaire Ivoirien, le parti dont M. Gbagbo est le président élu, et qui l'a reconduit dans cette lourde responsabilité, en lui témoignant sa fidélité et sa confiance, au récent congrès du parti tenu les 3 et 4 août 2018, sait pouvoir compter sur vous, sur votre leadership pour faire entendre raison à ceux qui tirent les ficelles à la CPI. Le FPI sait pouvoir compter sur tous les peuples de la planète, épris de paix et de justice, pour obtenir la libération de MM. Blé Goudé et Gbagbo. Le FPI et le peuple ivoirien vous témoignent, par avance, leur profonde gratitude pour votre mobilisation sans pareille et sans faille, aux fins d'obtenir sans autre forme de procès, à l'issue de ce qui va commencer à se dérouler à la CPI, à partir du 1<sup>er</sup> Octobre 2018, que MM. Gbagbo et Blé Goudé rentrent en Côte d'Ivoire où le peuple ivoirien, leurs parents, leurs épouses et leurs enfants les attendent, après de si longues années de détention dans le Centre pénitencier de Scheveningen, à la Haye, aux Pays-Bas.

Campagne à l'échelle de la planète initiée par un compatriote de la diaspora ivoirienne et mise à exécution par la vice-présidence du FPI chargée de mobiliser et d'organiser au mieux ladite diaspora en vue de son insertion la plus adéquate possible dans le tissu économique ivoirien, à partir des pays d'accueil de cette diaspora ivoirienne.

Fait à Washington, le 27 septembre 2018

**Pascal Kokora, PhD**

*Ancien Ambassadeur de Côte d'Ivoire aux USA*